

## Réunion du conseil mondial - Istanbul, Turquie - 30 avril 2019\_ Procès-verbal

### Participants

#### Conseil mondial

Mariatou Amadou, Niger (Afrique de l'Ouest francophone)  
Adnan Bahiya, Irak (MENA)  
Athayde Motta, Brazil (Latin America)  
Chadwick Llanos, Philippines (Asie-Pacifique)  
Miles Litvinoff, Royaume-Uni (Europe et Amérique du Nord)  
Joe Williams, Royaume-Uni (portée mondiale)  
Isabel Munilla, USA (portée mondiale) *via teleconférence*

#### Secrétariat

Elisa Peter, directrice exécutive  
Stéphanie Rochford, directrice de la participation des membres  
Emil Omarov, coordonnateur régional de l'Eurasie

#### Observateurs

Carlo Merla, président du conseil d'administration de PCQVP

#### Excusés

Aigul Sultanova, République Kirghize (Eurasie)  
Chenai Mukumba, Zambie (Afrique orientale et australe anglophone) (président)  
Dupleix Kuenzob, Cameroun (représentant du CPA)  
Caroline Macleod, directrice des finances et des opérations (secrétariat de PCQVP)

### ACTIONS

Action	Par qui	D'ici quand
Mettre à jour le document sur les méthodes de travail en ligne avec les décisions et le faire circuler avec le procès-verbal de cette réunion pour adoption par le CM	SR	17 mai 2019
Créer le document pour l'enregistrement des décisions prises par le CM entre ses réunions et la méthode de partage sur le site Web	Secrétariat	Prochaine réunion (conférence téléphonique)
Réfléchir sur les engagements personnels à inclure dans les méthodes de travail	Membres du CM	Prochaine réunion (conférence téléphonique)
Projet de TDR pour un sous-comité de l'inclusion au sein du CM	SR	Prochaine réunion (conférence téléphonique)

Partager les TDR du groupe de travail sur le genre existant (NRGI/PCQVP/Oxfam)	SR	17 mai 2019
Partager les TDR du sous-comité de gouvernance et l'appel aux bénévoles	SR	17 mai 2019
Partager l'étude du RLIE sur la participation à l'industrie extractive	AM	Lors de la publication
Élaborer des messages de plaidoyer pour la conférence mondiale de l'ITIE et les partager avec le CM	Secrétariat	Dès que possible
Finaliser les objectifs pour la durée du mandat 2019-2022	Membres du CM	Prochaine réunion (conférence téléphonique)
Fixer la date pour la conférence téléphonique du CM	Secrétariat	31 mai 2019

## DÉCISIONS

- AM est élu pour le rôle d'agent de liaison CM/conseil d'administration, dans l'attente d'un accord par les membres du CM non présents

## Introduction

En l'absence du président du conseil mondial, ML a ouvert la réunion et a souhaité la bienvenue aux participants. ML a noté que CM, AS et DK n'ont pas pu être présents en raison de circonstances imprévues, et qu'IM participera via une vidéoconférence dans l'après-midi (à ce stade, le quorum de la réunion du CM sera atteint). D'autres membres du CM se sont portés volontaires pour présider des sessions tout au long de la journée. Les participants se sont présentés et l'ordre du jour a été adopté.

## Adoption du procès-verbal/Examen des points d'action

Les actions de la dernière réunion de l'ex-CM (novembre 2018 à Bruxelles) ont toutes été réalisées à l'exception de la création d'un document des enseignements tirés pour le conseil mondial prenant ses fonctions. Cependant, il a été noté qu'une réunion de passation de pouvoirs a eu lieu entre l'ancien et l'actuel CM à Dakar en janvier 2019, ce qui a offert l'occasion de partager les enseignements tirés.

EP a noté les mesures prises par l'actuel CM jusqu'à ce jour. Il s'agit notamment de l'émission d'un communiqué à la suite de l'assemblée mondiale et de la publication d'une déclaration afin d'appuyer l'inclusion de la divulgation des revenus dans la Global Reporting Initiative (GRI) (en ligne avec la norme mondiale sur la déclaration obligatoire des paiements aux gouvernements).

## Méthodes de travail et priorités pour le mandat de 3 ans du CM

Le CM a examiné le projet de document sur les méthodes de travail, mettant l'accent sur un certain nombre d'engagements dont celui d'être présent lors des réunions (pas de présence par e-mail)

vérification), la préparation des documents contextuels et la consultation des membres à leur sujet, comment inclure les points de vue des membres du CM qui ne peuvent pas assister aux réunions en personne, la participation à des sous-comités, les évaluations de rendement etc. Le document sur les méthodes de travail sera mis à jour en ligne avec ce qui a été discuté et convenu. Le CM a invité le secrétariat à partager les décisions de la réunion intérimaire sur le site Web, comme ils le font avec le procès-verbal officiel de la réunion. EP a noté qu'il n'était pas prévu d'avoir une deuxième réunion du CM en 2019.

Le CM a convenu de réfléchir à ses priorités et objectifs annuels pour son mandat et de les accepter par e-mail ou lors de la prochaine réunion (par vidéoconférence). ML a invité les membres du CM à consulter leurs collègues au sujet de ces priorités tandis que CM et EP ont renforcé l'attente parmi les membres de PCQVP que le conseil mondial assume son rôle de leadership stratégique, et ont rappelé le mandat qu'ils ont de le faire.

Le CM a examiné trois **projets** priorités de haut niveau et leurs objectifs correspondants pour 2019 :

- 1. Le CM mènera la mise en œuvre des objectifs mondiaux de la stratégie Vision 2025 jusqu'en 2022**
  - a. Objectif pour 2019 : Le CM participera activement aux réunions régionales en 2019 pour soutenir le développement de plans de mise en œuvre efficaces dans l'ensemble de la coalition mondiale
- 2. Le CM s'engage envers l'apprentissage et l'intégration des leçons pour améliorer l'impact global de PCQVP**
  - a. Objectif pour 2019 : le CM partagera les informations et les meilleures pratiques de leurs organisations / coalitions respectives afin de contribuer à l'élaboration du cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage de PCQVP pour la Vision 2025.
- 3. Le CM fera en sorte que les personnes et les communautés habilitées soient au centre de l'ordre du jour pour le changement de PCQVP**
  - a. Objectif 2019 : le CM soutiendra le développement de messages de plaidoyer clairs avant, pendant et après la conférence mondiale de l'ITIE en matière de protection de l'espace civique

Les participants ont convenu de partager ces objectifs avec les membres du CM qui n'ont pas pu assister à la réunion et de finaliser leurs priorités collectives pour leur mandat de 3 ans dans les prochaines semaines.

### **Présentation**

Les participants ont participé à un jeu-questionnaire, y compris un certain nombre de questions sur la composition des membres du mouvement, la gouvernance, la stratégie et le secrétariat, avec des références au manuel de gouvernance de PCQVP.

### **Politique en matière de genre**

SR a décrit les dispositions relatives au genre dans le manuel de gouvernance de PCQVP. Elle a rappelé le processus d'élection du conseil mondial de 2018, qui était fondé sur l'alternance des sexes pour chaque siège en tant que un moyen d'assurer une représentation équitable au sein du conseil. Elle a

également informé les participants sur le projet pilote PCQVP en matière de genre et les options pour aller de l'avant à partir des conclusions de la recherche. Une discussion s'ensuivit sur la façon d'appuyer la participation et le leadership des femmes et de favoriser une approche inclusive (y compris entre les sexes, mais aussi en prenant en compte des considérations d'âge, de classe sociale, d'origine ethnique, etc.) concernant nos travaux dans le cadre de la Vision 2025. Il a été convenu que la mission du sous-comité de la gouvernance pour ce mandat serait d'examiner le processus d'élection du CM avant les élections de 2022 (et d'examiner la proposition avancée par la région Asie-Pacifique). Le secrétariat partagera les TDR du groupe de travail sur la justice de genre et les industries extractives (composé de PCQVP, Oxfam et NRG1) et une ébauche des TDR pour l'inclusion d'un sous-comité. Le secrétariat étudiera également des sources de financement possibles pour renforcer ses travaux liés au genre et soutiendra le CM dans ses réflexions en la matière.

### **Mises à jour régionales : développements clés**

Les participants ont partagé des mises à jour régionales grâce à l'enregistrement vidéo, avec trois succès et défis pour chaque région ainsi que des possibilités de plaider. Les tendances parmi les régions comprennent l'opacité continue relative à la gouvernance des ressources naturelles aux niveaux national et régional, la fermeture de l'espace civique et les restrictions imposées par les gouvernements sur la participation civique, la nécessité d'un plaidoyer en direction des entreprises, ainsi que des difficultés de financement pour les coalitions nationales. La prochaine conférence mondiale de l'ITIE et le sommet de l'OGP ont été identifiés comme des occasions de plaider pour le mouvement PCQVP. L'utilisation des données de l'extraction via le jumelage entre des coalitions dans les pays d'accueil de grandes entreprises extractives et dans les pays riches en ressources a aussi été noté comme une opportunité collaborative importante.

En Amérique latine, le réseau RLIE a discuté du rôle d'un futur coordonnateur régional potentiel de l'Amérique latine et de l'étude de la structure de coalitions nationales dans la région (l'Amérique latine est la seule région qui est actuellement affiliée via un réseau régional plutôt que national). Dans les pays du MENA, une demande d'affiliation d'une coalition au Liban est attendue dans les mois à venir et il y a eu des efforts de recherche de fonds couronnés de succès pour certaines des coalitions nationales. En Europe/Amérique du Nord, la coalition a été fortement impliquée dans l'examen des directives de l'UE. En Afrique francophone, deux projets régionaux de PCQVP sont mis en œuvre, sur le genre et l'approvisionnement local. Un nouveau coordonnateur régional de l'Afrique centrale a été nommé en février. La loi régionale type de la CEDEAO sur les ressources naturelles est en cours de développement sans une participation significative des intervenants. En Asie Pacifique, l'ITIE reste une priorité et la transparence des contrats, la divulgation de la propriété réelle, l'inclusion des peuples autochtones et la justice climatique et fiscale demeurent en position prééminente dans l'ordre du jour de PCQVP dans la région. En l'absence d'AS, EO a présenté une brève mise à jour de la région Eurasie, y compris le récent investissement russe dans l'uranium en Asie centrale qui a donné lieu à des protestations de groupes locaux, ainsi que les efforts déployés depuis 2016 pour engager de nouveau la société civile au Kazakhstan où il y a maintenant 15 organisations membres. ML a proposé qu'à l'avenir les deux candidats de portée mondiale devraient également fournir des mises à jour pendant les réunions du CM de la même façon que les représentants régionaux.

Le CM a examiné les objectifs de prestation de ces mises à jour régionales et les contenus qui doivent être mis en avant (par ex. au sujet des succès), et ce qui doit être conservé en interne (par ex., les défis, tactiques etc). Ils ont également noté qu'une structure renforcée pour l'échange d'informations au niveau régional serait utile pour s'assurer que ce soit pertinent et intéressant. Le CM s'est engagé à assurer une communication continue avec les membres qu'il représente, pas seulement avant les réunions du CM, et le secrétariat réfléchira à la façon de compiler les informations procurées par le CM dans les communications régulières.

### **Plan de travail du secrétariat pour 2019**

EP a présenté le plan de travail du secrétariat pour 2019 qui a été approuvé par le conseil d'administration de PCQVP, avec le budget correspondant, en décembre 2018. Le plan de travail comprend six résultats :

- Les coalitions PCQVP, le secrétariat et les organes directeurs ont une compréhension claire de la stratégie 2020-2025 et de leur rôle dans la mise en œuvre
- Les coalitions PCQVP et le secrétariat sont mieux à même d'identifier, de mener campagne pour et de créer des partenariats afin d'utiliser des données en vue d'influencer la gouvernance du secteur de l'extraction
- Les coalitions PCQVP et le secrétariat comprennent mieux les menaces et opportunités, et développent les capacités et les partenariats requis, pour une participation et une influence efficaces dans les espaces « invités » et « créés » de la gouvernance du secteur extractif
- Les coalitions PCQVP et le secrétariat sont mieux préparés pour contrer la diminution de l'espace civique, y compris par le biais de partenariats stratégiques
- Les coalitions PCQVP et le secrétariat seront mieux préparés pour comprendre, expliquer et faire mieux connaître notre impact auprès d'intervenants internes et externes.
- Les coalitions PCQVP et le secrétariat seront dotés en ressources, structurés et régis efficacement pour exécuter la stratégie 2020-2025

EP a noté que dans le cadre de la préparation à la mise en œuvre de la Vision 2025, le secrétariat est soumis à un examen de sa structure organisationnelle et travaille également avec un consultant chargé de la collecte de fonds pour s'assurer qu'il dispose des ressources humaines et financières suffisantes pour appuyer la mise en œuvre. Certaines priorités soulignées comprennent :

- Assurer le succès de l'assemblée mondiale de PCQVP à Dakar (fait)
- Élaborer un plan opérationnel ainsi qu'un cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage pour la stratégie mondiale (2020-2023), examiner les RDC, en consultation avec tous les membres (réunions régionales) (en cours)
- Faire progresser les demandes de plaidoyer sur les divulgations des contrats, des revenus et de la propriété réelle, ainsi que sur l'espace civique et le genre (lors du sommet de l'OGP et de la conférence mondiale de l'ITIE) (en cours)
- Assurer le succès de la mise en œuvre des lignes directrices de l'ITIE sur la société civile afin d'élire des candidats au conseil international de l'ITIE (en cours)
- Identifier des projets d'utilisation des données (retardé)
- Élaborer un mécanisme de coordination de l'espace civique (en cours)

EP a noté que 2019 est une année de transition pour le secrétariat de la coalition PCQVP et que les futurs plans de travail s'appuieront sur le plan opérationnel 2020-2022 pour la stratégie Vision 2025.

Au cours du débat qui s'ensuivit, IM a noté que de nombreuses autres organisations dans la gouvernance des RN travaillent sur le suivi, l'évaluation et l'apprentissage (MEL) que peut utiliser/dont peut apprendre PCQVP pour des activités collaboratives. JW a noté qu'il est susceptible d'exister un ou plusieurs domaines sur lesquels le secrétariat est en effet le mieux placé pour mener des travaux sur le thème de plaidoyer transnational (plutôt que de limiter le rôle de soutien du secrétariat). EP a proposé que ce leadership pourrait inclure l'espace civique, où figure une demande claire de la part des membres de PCQVP pour plus de leadership pour le traitement des menaces à l'encontre de l'espace civique et des défenseurs la gouvernance des ressources naturelles. EP a noté qu'une réflexion est nécessaire sur les aspects politiques sur lesquels le secrétariat pourrait se pencher, par opposition aux organisations membres, y compris celles dont l'image de marque dépasse celle de PCQVP. ML a relevé deux domaines spécifiques où un manque de leadership de PCQVP a été estimé dans sa région : aide à l'utilisation des données des industries extractives ; et la campagne sur l'examen des directives de l'Union européenne.

#### **Conférence de l'ITIE et processus de mise en candidature du conseil**

EP a présenté un aperçu des plans pour la prochaine conférence mondiale de l'ITIE, y compris le nouveau processus de mise en candidature pour la société civile au sein d' l'ITIE, qui a été entrepris en 2018/2019 par le Consensus Building Institute (CBI) au nom de la société civile. PCQVP a fourni le financement requis pour ce travail, mais n'a eu aucun rôle dans son exécution. Le CBI a documenté tous les aspects du travail, ceux-ci étant disponibles sur leur site Web. EP a précisé que les nouvelles lignes directrices applicables à la société civile comprennent la référence à un point focal de la société civile. La décision au sujet de l'organisation qui joue ce rôle (historiquement joué par le secrétariat de la coalition PCQVP) sera prise par les nouveaux membres du conseil de l'ITIE issus de la société civile au début de leur mandat.

Le CM a discuté de la perception de PCQVP au sujet d'une « conférence réussie », et de son rôle dans ce cadre. Il a souligné le potentiel d'utilisation de la conférence comme une occasion d'influencer les représentants du gouvernement, ce qui nécessite une certaine planification. JW a noté que la conférence mondiale de l'ITIE est le plus grand rassemblement mondial sur le secteur extractif et que PCQVP a besoin d'y être présent et de revendiquer sa place (puisque PCQVP est la raison pour laquelle l'ITIE existe). JW a également noté l'importance de mettre l'accent sur les entreprises à Paris. Le CM a souligné son rôle dans l'élaboration de deux ou trois messages clés de plaidoyer. ML a exprimé sa préoccupation à propos de l'initiative d'intégrer l'ITIE et de la nécessité de maintenir l'engagement (y compris via le GM) sans oublier les divulgations. AM a noté que le RLIE termine une étude sur la participation dans les industries extractives qui pourrait éclairer certains des messages.

#### **Sommet de l'OGP**

SR a présenté un aperçu des préparatifs, et des résultats prévus de la participation de PCQVP au sommet de l'OGP qui aura lieu à Ottawa du 27 au 31 mai 2019. PCQVP co-organise une session (avec NRGI, Oxfam et le secrétariat international de l'ITIE) sur le genre et le secteur extractif, tout en soutenant l'organisation d'une session organisée par PCQVP Canada sur l'utilisation des données

d'extraction. PCQVP assure également la coordination avec les organisateurs pour s'assurer que le plus grand nombre possible de membres de PCQVP y assistant puisse intervenir. SR a noté qu'EP a récemment été élue pour représenter la société civile au sein du comité de pilotage de l'OGP avec un mandat de trois ans, avec un objectif de se concentrer sur l'espace civique dans la gouvernance des ressources naturelles. IM a fait remarquer l'importance de s'intéresser aux membres gouvernementaux du comité de pilotage de l'OGP (ce qui comprend le Nigeria, la France, le Canada, l'Afrique du Sud) qui proviennent souvent de cabinets (plutôt que de ministères), et d'élaborer des programmes de plaidoyer visant spécifiquement les gouvernements. IM a noté qu'il y a des possibilités de plaidoyer au sein de PCQVP au-delà de l'OGP influant sur les plans nationaux d'action.

#### **Sélection d'un rôle de liaison CM/conseil d'administration**

CM a été invité à partager ses impressions sur le rôle de liaison CM/conseil d'administration, afin d'informer la discussion parmi le CM. Il a souligné la nécessité que ce rôle s'implique pleinement en tant que membre du CM et du conseil d'administration, s'acquittant de l'ensemble de responsabilités y compris l'investissement en temps passé. CM a mis en évidence certaines des compétences exigées des membres par son conseil d'administration, y compris la compréhension des budgets et la gestion financière. EP a noté l'aspiration du conseil d'administration à être plus diversifié. Suite aux discussions, AM s'est proposé pour le poste, avec l'appui total des membres du CM présents, y compris IM. Sous réserve d'un accord par les membres du CM non présents, AM assumera ce rôle pour la période 2019-2022.

#### **Groupes de travail**

EP a noté la formation d'un nouveau groupe de travail sur l'espace civique et en partagera les termes de référence. ML a noté la demande de PCQVP Canada et des membres britanniques en faveur d'une meilleure coordination sur l'utilisation des données de paiement issues des divulgations obligatoires.